



LE CANARD PATRIOTE



J - 7

Elections européennes du 26 mai 2019
Allez voter et votez utile !

EDITORIAL

Denis, deux héros que la France pleure viennent de te rejoindre.

Dans la nuit du 9 au 10 mai, quelque part au nord du Burkina Faso, nos forces spéciales ont été engagées pour libérer des otages. C'est au moment où ces derniers étaient retenus dans un bivouac, en attendant de rejoindre le Mali pour être remis à des groupes spécialisés dans la détention et la négociation des otages, que la décision d'intervenir a été prise. Apparemment placés en tête de la colonne d'assaut, deux commandos marine, Cédric de Pierrepont et Alain Bertoncello, ont été abattus.

Les quatre otages présents ont pu être sauvés des griffes des « djihadistes ».

Que Cédric et Alain reposent en paix à tes côtés.

La rédaction



Premier- maître Cédric de Pierrepont



Premier- maître Alain Bertoncello

(Photos téléchargées – Origine : Marine nationale)

L'AGENDA (A PEINE CACHE) DU POUVOIR

Les Gilets jaunes ont fait trembler le système, mais n'ont pas réussi à le faire fléchir, encore moins à le renverser. Tandis qu'une minorité d'irréductibles s'est courageusement évertuée à tenir le terrain de samedi en samedi, la majorité s'est découragée ou laissée attendrir par l'équivalent d'un « Je vous ai compris » suivi d'une promesse de lendemains qui chantent.

Dans le même temps, jouant sur l'extraordinaire schizophrénie des Français, le même pouvoir, qui a plus de comptes à rendre à un pouvoir réel supranational qu'au peuple de France, a maintenu son cap, sans rien lâcher : augmentation du prix des carburants et de l'énergie ; vote pour une cession, à la haute finance, c'est-à-dire à ceux qui exercent le pouvoir réel, de biens nationaux, malgré leur valeur stratégique (Aéroports de Paris, barrages hydro-électriques, Engie, etc.) ; recul spectaculaire sur l'interdiction des pesticides dans le seul intérêt des lobbies ; augmentation de l'impôt foncier pour obliger les Français de souche à lâcher la terre de leurs ancêtres et amorcer ainsi leur mutation vers le citoyen du monde, apatride, inculte, vulnérable et hyper consommateur ; nouvelles concessions aux conquérants de l'islam ; maintien de l'omerta sur la destructions et les profanations de lieux de culte chrétiens ainsi que sur l'explosion des chiffres de la criminalité imputables aux migrants ; signature du pacte de Marrakech pour accélérer et légitimer l'immigration de masse vers l'Europe ; poursuite du harcèlement judiciaire et médiatique à l'égard des lanceurs d'alerte sous prétexte de lutte contre la haine, le racisme ou l'islamophobie, etc.

Les Gilets jaunes sont tombés dans le piège des revendications sociales alors que l'avenir de la France dépendra, non pas du pouvoir d'achat, de l'âge de la retraite ou de l'ISF, mais de la soumission ou de la résistance du pays à la révolution démographique, économique et idéologique que le pouvoir réel, engagé dans la disparition des peuples, est en train de mener sous couvert d'humanisme, de progrès et de construction européenne.

Samuel Levi
Politologue

VERS UNE NOUVELLE STRATEGIE DES GILETS JAUNES ?

Le mouvement des Gilets jaunes a été mis en échec, non pas parce qu'il n'avait pas de force et de légitimité, mais parce qu'il s'est mesuré, en terrain découvert, à un ennemi puissant et sournois qu'il pensait être un ami loyal et bienveillant à ramener à la raison.

Bien que mis à terre et laissé pour mort, il se relèvera en ayant compris deux choses :

- 1.- Le combat qu'il a à mener est un combat à mort ;
- 2.- S'il redescend dans la rue en rangs serrés, il se fera une nouvelle fois anéantir.

Contraint à la survie, car il s'agit bien de cela, il se reconstituera donc, mais sous une nouvelle forme, pour reprendre la lutte, cette fois en mode guérilla. Comme tout mouvement de rébellion ayant intégré l'asymétrie des forces en jeu, il s'engagera dans une stratégie lui épargnant le choc frontal pour privilégier les coups en embuscade, l'attaque des points vulnérables de l'adversaire, le repli vers des sanctuaires inviolables, peut-être des alliances à l'étranger, une politique de communication à destination des opinions publiques : squat de foyers destinés aux migrants pour y installer des SDF nationaux ; manifestations surprises devant des lieux symboliques, avec couverture médiatique, puis dispersion spontanée ; slogans (« Le RIC ou rien ») ; création d'une chaîne d'information propre au mouvement, en restant résolument apolitique et en refusant toute alliance avec les syndicats ; reportages sur la vie des Français miséreux en l'opposant au train de vie des élus ainsi qu'aux faveurs accordées aux migrants ; mobilisation aux côtés des paysans ruinés par la concurrence déloyale imposée par les lois libérales, etc.

Les individus, corporations et communautés qui ont décrié le mouvement et l'ont insulté pour plaire à l'oligarchie au pouvoir, mais qui seront trop faibles pour se protéger, pourraient faire les frais de cette nouvelle stratégie.

Ainsi, la manœuvre que s'est autorisé le gouvernement à l'égard du peuple de France, en réprimant ses manifestants et en manipulant l'opinion, plutôt que de désamorcer le conflit naissant, n'a probablement fait que le renforcer pour l'amener en outre à changer de nature.

La confrontation ne pourra être évitée que si, par le jeu des élections, d'authentiques hommes et femmes d'Etat parvenaient à reprendre les rênes du pays. Souhaitons-le avec force, sinon, priions.

Thibaut Moulin
Chercheur en stratégie militaire

Retrouvez les numéros précédents du *Canard patriote* sur :

<http://le-canard-patriote.fr>



FONDER LA RESISTANCE SUR LE DROIT ET NON LA HAINE

Les attentats de Nouvelle-Zélande du 15 mars 2019, dirigés contre deux mosquées de la ville de Christchurch, et qui ont fait 51 morts, sont une tragédie parce que l'auteur a frappé les mauvaises personnes au mauvais endroit. Si cet individu avait fait la même chose dans une enclave de *Daech*, il aurait acquis le statut de héros. Il n'est là qu'un vulgaire tueur de masse de plus parmi tant d'autres. Par ailleurs, en assassinant des personnes sans défense, sous prétexte qu'elles étaient musulmanes, il a desservi la cause de la Résistance. Le combat des patriotes face à l'immigration massive et l'islamisation du pays doit reposer sur le droit, rien que le droit. Même le mépris et la haine que nourrissent les islamistes à l'endroit des Français de souche, de l'homme blanc en général, ne doit pas faire de la haine l'élément structurant de notre Résistance.

Tout, à l'origine, n'est en effet que droits outrageusement bafoués, désacralisés, niés ou occultés. Le conquérant impose ses droits contre les nôtres, les impose dans l'espace public au quotidien, les distille dans les médias pour qu'ils imprègnent les esprits, parvient en bout de course à les faire reconnaître et intégrer dans nos lois. Il fut légitime, à l'origine, qu'il fasse valoir le droit de pratiquer librement sa religion et de disposer d'espaces de prière, puisque ces exigences étaient compatibles avec nos lois.

Mais la multiplication de mosquées islamistes avec minaret, bibliothèque d'ouvrages de propagande et école d'endoctrinement, le port de la tenue salafite dans l'espace public tandis que disparaissent, dans le même espace, sous sa pression, les symboles du christianisme, la déconstruction, à sa demande, par touches successives, de notre laïcité, sa mise en cause, par la violence, voire le meurtre, de notre droit au blasphème, ses poursuites devant la justice de tout opposant à l'islamisation de la France, etc., ne sont rien d'autre qu'une somme de droits nouveaux, contraires à nos lois et nos mœurs, fondés sur la volonté de conquête – conquête par ailleurs clairement annoncée et exposée dans ses ouvrages.

(Suite page 4)

L'INSUPPORTABLE DESTIN DES GILETS JAUNES

Le mouvement des Gilets jaunes (GJ) était pacifiste, apolitique et, par-dessus tout, parfaitement légitime. Il fut d'ailleurs extraordinairement populaire au point de recueillir, à ses débuts, plus de 80 % d'opinions favorables. Il a pourtant immédiatement fait l'objet, de la part du gouvernement, d'une stratégie d'anéantissement aussi systématique qu'impitoyable. Combinant plusieurs angles d'attaques, la stratégie a consisté à réprimer, intimider, punir, infiltrer, diaboliser, dénaturer, diviser, diluer, noyer...

Comme l'ont montré les vidéos mises en ligne sur les réseaux sociaux, les manifestants ont subi une véritable répression policière qui s'est doublée, pour certains d'entre eux, de sanctions judiciaires anormalement lourdes. La machine mise en branle à leur rencontre est apparue d'autant plus répressive que les émeutes de Grenoble, qui ont éclaté en mars 2019, n'ont pas connu les coups de matraque à terre, ni les tirs de *flash-ball* dans la tête, ni non plus les interpellations en nombre. Pourtant, bien que dépourvue de fondement légitime, la violence des émeutiers s'est montrée d'emblée supérieure et antisociale, associant incendies volontaires ainsi que jets de cocktails Molotov et de boules de pétanque contre les forces de l'ordre.

Dès le début et pendant plusieurs mois, l'extrême droite a été désignée arbitrairement comme le noyau dur du mouvement ou, dans le meilleur des cas, comme l'auteur des violences qui ont pollué les manifestations. Afin de donner de la consistance à cette mystification, a été créée, début 2019, une commission d'enquête parlementaire sur la lutte contre la violence des groupuscules d'extrême-droite. Des actes antisémites marqués de croix gammées, aux relents de barbouzerie, trop grossiers pour être pris au sérieux avant enquête, ont immédiatement débouché sur l'agitation de la menace néonazie que les GJ feraient ressurgir. Pour accréditer artificiellement la thèse du danger néonazi, deux associations identitaires ont été dissoutes et des manifestations contre l'antisémitisme ont été organisées dans toute la France – mais sans grand succès.

Parallèlement à la mise en scène du danger fasciste d'extrême droite, la violence, cette fois avérée et documentée, de l'ultragauche, venue clairement avilir le mouvement des GJ, a été évidemment tolérée. Forte de la passivité de l'Etat, cette violence a pris de l'ampleur pour aboutir, le 16 mars 2019, au saccage des

Champs Elysées. Après l'avoir permise, avoir fait l'économie, à son égard, d'une commission d'enquête, le gouvernement a froidement imputé aux authentiques Gilets jaunes tous les désordres liés à leurs manifestations.

Le discours antisémite des islamistes, qui a concrètement conduit ces dernières années à l'assassinat d'enfants et d'adultes juifs, est resté libre de diffusion – pourvu que ses paroles de haine se gardent d'appeler clairement au meurtre.

Craignant que la police, chargée de réprimer le mouvement, ne rejoigne celui-ci, le gouvernement s'est empressé de lui proposer une prime mensuelle, qu'elle a honteusement acceptée.

Une certaine gauche opportuniste, évidemment portée par les médias, a tenté de récupérer le mouvement en le réduisant à une somme de revendications sociales dont elle a tenté, heureusement en vain, de se faire le porte-parole.

Pour donner l'illusion d'une France volontaire qui avance en prenant à bras-le-corps les grands défis de notre temps, des processions en faveur de l'écologie ont été organisées, bien sûr sans impact sur les lois scélérates votées aux dépens de Dame Nature, mais mettant à l'honneur des adolescents plutôt que des Gilets jaunes.

Le coup de grâce a été cependant porté par un artifice aussi cynique que subtil : le grand débat national ! Celui-ci a consisté à faire croire que les problèmes dont souffraient les Français étaient multiples et que donc il fallait entendre tout le monde et apporter à chacun le remède lui correspondant. Les principaux sujets engageant la survie du peuple de France, c'est-à-dire l'exercice de la démocratie, l'immigration massive et l'islamisation du pays, ont ainsi été ainsi noyés dans une avalanche de problèmes secondaires.

Les Gilets jaunes ont tenté de casser le système, le système les a cassés. Les petits problèmes particuliers qui ont émergé du grand débat national recevront des emplâtres provisoires, le temps, d'une part de passer le cap des élections européennes du 26 mai 2019, d'autre part d'accélérer l'immigration massive, chargée, pour celle-ci, de faire définitivement disparaître, sous le nombre et les crachats, tout ce qui ressemble de près ou de loin à un Gilet jaune.

Capitaine Orsoni



**L'IMMIGRATION MASSIVE
DANS LE GRAND DEBAT NATIONAL**

S'adressant, en janvier 2019, au président de la République dans le cadre du grand débat national, Brigitte Barèges, maire de Montauban, a déclaré : « *J'ai lu dans les cahiers de doléances [des Gilets jaunes] qu'il fallait arrêter l'immigration massive. Ces personnes qui sont sur les ronds-points se sentent reléguées, oubliées de la République ; ces personnes qui sont sur les ronds-points s'inquiètent d'être plus maltraitées que des gens qui viennent d'ailleurs. Ils l'expriment avec leur drapeau tricolore sur les ronds-points, ils l'expriment en chantant la Marseillaise quand ils défilent, ce ne sont pas tous des casseurs* ».

Elle cite ensuite l'exemple des aides à l'enfance auxquels les mineurs français en difficulté n'ont plus accès en raison de la priorité donnée aux *mineurs étrangers isolés*, des logements sociaux construits pour être attribués en priorités aux étrangers, certains soins, 100 % gratuits pour les étrangers en situation irrégulière mais inaccessibles pour les Français, le minimum vieillesse mensuel (l'ASPA), de plus de 800 € pour les personnes seules, et de plus de 1200 € pour les couples, accordé à des personnes qui ne sont pas de nationalité française (35 % des bénéficiaires) lorsque certains nationaux ne dépassent pas 400 €.

Alors qu'elle est chahutée par une personne présente dans la salle, elle défend son intervention : « *Le politiquement correct a fait trop de ravages dans ce pays Madame. J'en ai souffert moi-même, mais aujourd'hui j'ai décidé de ne plus me taire. Parce que je ne suis pas là pour parler de moi, mais parler de souffrance, de souffrance qui est vécue par des personnes qui sont dignes d'intérêt. Il n'y a pas d'ONG pour les Gilets jaunes, et pourtant ils le mériteraient quelques fois, car ils sont dans une grande détresse* ».

Extrait de la réponse du président de la République : « *En raison des déstabilisations [...] qu'il y a maintenant dans beaucoup de pays d'Afrique, nous allons vivre durablement avec ce sujet [les grandes vagues migratoires] qui fait que nous avons partout en Europe des gens qui arrivent de ces régions, sur notre territoire. Et ils arrivent en situation irrégulière. L'arrivée en situation irrégulière, elle se gère d'abord par un contact administratif : par l'accueil. On est un pays, il faut s'en féliciter, où l'accueil et l'hébergement sont inconditionnels. Et, c'est un vrai investissement de l'Etat, on ne le dit pas assez, il a encore augmenté : c'est environ 2 milliards d'euros. Mais il faut s'en féliciter, car c'est la dignité que l'on doit à chacun* ».

**COMMENTAIRE SUR LE TRAITEMENT DE L'IMMIGRATION MASSIVE
DANS LE GRAND DEBAT NATIONAL**

Il aurait été trop long de retranscrire ici, dans son intégralité, la réponse du président de la République à l'intervention de la maire de Montauban, Madame Brigitte Barèges (voir ci-contre). Mais cette réponse dit, en substance, que l'immigration légale passant par le mariage, le regroupement familial, les études, etc., n'est pas à remettre en question. Concernant l'immigration illégale, le président poursuit en déclarant qu'elle est une fatalité, qu'il est mal venu de faire un lien entre immigration et terrorisme, et que la France est un pays d'accueil qui ne dérogera pas à ses obligations morales. Mais, rajoute-t-il, des mesures seront prises pour accélérer le traitement du dossier des demandeurs d'asile tandis que les réfugiés économiques se verront encouragés – mais non forcés, faut-il comprendre – à retourner chez eux avec des mesures d'accompagnement. Des initiatives ont été prises et seront encore prises pour aider les pays de transit à endiguer les flux migratoires avant qu'ils n'atteignent les frontières de l'Europe, frontières qui seront par ailleurs renforcées. En conclusion, il assure que tout ira bien, à condition de s'armer de patience.

Bien entendu, il ne faut pas beaucoup de bon sens pour se rendre compte de la supercherie. Les lois françaises et parfois européennes prises en faveur des immigrés, légaux comme clandestins, sont de puissants signaux lancés en direction des pays du Sud pour une immigration massive. Les nouvelles mesures, outrancièrement favorables aux mineurs étrangers isolés, sont à cet égard caractéristiques. Nous verrons nécessairement des familles africaines investir dans l'envoi de leurs adolescents puisque, une fois la France atteinte par leur jeune progéniture, le regroupement familial leur sera automatiquement accordé. Présentée comme humaniste, cette loi est en réalité destinée à apporter une solution légale supplémentaire à l'immigration de masse. Tant pis pour les adolescents qui seront brutalisés, violés ou tués en chemin. Il y a donc, non pas une fatalité, mais une volonté claire d'encourager l'immigration. D'ailleurs, dans le même esprit, le gouvernement a signé l'abominable pacte

de Marrakech alors qu'il n'y était pas contraint (voir le CP n° 9).

Comme l'a fait apparaître la courageuse maire de Montauban, sous les huées de plusieurs de ses homologues vendus à la bien-pensance sinon à l'ennemi, les migrants sont accueillis avec l'argent et les moyens qui auraient dû venir au secours des Français en souffrance. On ne peut donc pas être fier d'être le pays d'accueil d'une immigration de masse, d'origine économique pour l'essentiel, lorsque plus de cinq millions de nationaux vivent sous le seuil de pauvreté et que des milliers sont sans toit. Sans compter que, quoiqu'en dise le président, cette immigration introduit des terroristes qui frapperont sur notre sol, fait exploser les chiffres de la criminalité et soumet nombre de Françaises à l'horreur du viol. Un président digne de ce nom, ne saignerait pas son propre pays et ne tolérerait pas que ses compatriotes, parmi les plus vulnérables, soient violentés, souvent de façon sordide, sous prétexte de venir en aide à des étrangers. Charité bien ordonnée commence par soi-même. Sans compter que la grande majorité des Français, qu'un vrai président démocrate écouterait, ne veut plus de cette immigration.

La réalité est que, aux ordres du pouvoir réel, le gouvernement poursuit un projet inavouable qui n'a rien d'humaniste. Il est probable que l'adoption inconditionnelle de ce projet sera jugée dans le futur comme un crime de haute trahison contre la nation, voire comme un crime contre l'humanité.

Nous sommes en fait dans la répétition de l'Histoire. Le Français de souche d'aujourd'hui a remplacé le juif du régime de Vichy. Et ce régime n'était déjà, pour l'essentiel, que la courroie de transmission d'un pouvoir étranger autoritaire visant l'asservissement des peuples européens.

**Samuel Levi
Politologue**

Entre 2017 et 2018, les prénoms arabo-musulmans ont représenté 18 % des prénoms des nouveaux nés en France. Au vu de cette donnée, les prétendus racistes qui défendaient la thèse du grand remplacement, avaient-ils tort ? Surtout que, compte tenu de la politique immigrationniste actuelle, ce pourcentage devrait encore grimper...



DEMOCRATIE DE FAÇADE POUR POUVOIR AUTORITAIRE

Une démocratie ne peut raisonnablement fonctionner que si les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire sont séparés. Elaborée par **Locke** (1632-1704) et **Montesquieu** (1689-1755), cette *séparation des pouvoirs* empêche qu'une même personne puisse concentrer entre ses mains la totalité des attributs de la souveraineté. De cette façon, le peuple peut-il se faire entendre et être préservé de l'autoritarisme. Ultime précaution, la presse et les médias se sont progressivement organisés pour agir comme un contrepouvoir efficace des trois autres.

Or, qu'observe-t-on désormais en France et même ailleurs, dans d'autres pays se prétendant démocratique ? : Les pouvoirs censés agir indépendamment les uns des autres obéissent docilement aux mêmes mots d'ordre.

Mais que s'est-il passé ? En fait, les choses sont assez simples. Puisque, en démocratie, le président de la République n'a de prise que sur le pouvoir exécutif, il fallait placer, au-dessus de lui, un chef d'orchestre capable de réunir les quatre pouvoirs sous sa seule direction. C'est précisément ce que la haute finance, organisée en groupes d'intérêts aux contours flous, est parvenue à faire. Elle contrôle désormais les présidents et les partis dont elle finance les campagnes, les élus qu'elle tient par le biais des mêmes partis et de lobbies fort généreux, les médias dont elle est propriétaire et à qui elle confie le travail de censure ainsi que la diffusion de sa propagande, etc.

En réussissant sa révolution de palais, la haute finance n'a pas fait que renouer avec les régimes autoritaires des années 1930. Elle a inventé son propre modèle politique. En effet, sa prise de pouvoir avec l'instauration d'un parti unique – aux multiples filiales pseudo

rivales – s'est faite sans bruit en laissant au-devant de la scène, après les avoir vidés de leur substance, les pouvoirs fondant théoriquement une démocratie. Ainsi a-t-elle imposé l'autoritarisme tout en entretenant l'illusion de la démocratie.

Réalisant qu'ils n'étaient plus écoutés ni respectés, qu'ils étaient même saignés à blanc pour que d'autres, qui piétinent la France et les Français, vivent grassement, les Gilets jaunes sont descendus dans la rue en brandissant le drapeau tricolore et en réclamant le retour de la souveraineté du peuple. Conscient qu'un président élu sur un programme précis pouvait trahir ses promesses sans être sanctionné, et que les élus ainsi que les médias ne jouaient plus leur rôle, ils ont exigé, à une très large majorité, le Référendum d'initiative citoyenne (RIC). Tapi dans l'ombre en embuscade, le pouvoir réel s'est évidemment dépêché de les faire taire. Il a fait jouer pour cela un requiem en si majeur (« Si tu bouges, t'es mort ») où chacun des quatre pouvoirs a fidèlement joué sa partition. A l'exécutif le jeu de la République en danger pour justifier une répression policière en règle (en fait sanglante), au juridique l'intimidation par des procès expéditifs, aux élus de l'Assemblée les discours offensés réclamant, non pas d'entendre les Gilets jaunes dans l'hémicycle, mais le retour de l'ordre (le retour à la niche en somme), aux médias le tri des images, des informations et des intervenants pour discréditer le mouvement et, à eux tous, dans une même envolée lyrique, pleine de puissance et de cynisme, le grand débat national.

Roland Le Cor
Sociologue

(Suite de la page 2)

En réponse à son offensive, nous devons faire valoir nos droits dont le plus fondamental d'entre eux, inscrit dans la charte des Nations unies de 1945, est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce droit conditionne tous les autres : droit de rester sur la terre qui nous a vus naître ; droit d'entretenir et de protéger notre patrimoine, qui comprend l'héritage chrétien, quoi que l'on pense des religions judéo-chrétiennes et du Vatican ; droit de préserver notre culture, notre goût de la beauté des corps et de toute chose nous entourant ; droit de préserver notre façon de vivre ensemble, qui mélange indifféremment hommes et femmes et refuse le communautarisme ; droit de préserver notre laïcité qui autorise le blasphème ; droit de préserver nos libertés sexuelles, qui reconnaissent le fait homosexuel, criminalisent le viol et protègent les mineurs ; droit de se remémorer notre Histoire et notamment les raids sarrasins qui ensanglantèrent et dépeuplèrent pendant des siècles le sud de l'Europe, etc. Dans les faits, aujourd'hui, tous ces droits, déjà largement entamés, continue d'être grignotés, jour après jour, par les islamistes, dits abusivement modérés, avec la complicité passive des musulmans de France et la complicité active des mondialistes ainsi que des élus en quête de suffrages.

Nous sommes en droit de haïr le conquérant et les droits qu'il s'arroge par la ruse, l'argent, la manipulation des esprits et le soutien des collabos. Mais nous devons fonder notre combat sur la seule reconquête de nos droits. La haine nous amènerait à confondre le musulman avec l'islamiste, à voir en chaque immigré un ennemi, à prendre le compagnon ou la compagne d'un(e) musulman(e) pour un(e) traître, à accuser un passionné du monde musulman d'intelligence avec l'ennemi.

La haine est toujours mauvaise conseillère, y compris lorsque le recours aux armes s'impose comme seule solution à la survie.

Thibaut Moulin

DROITS FONDAMENTAUX DES PERSONNES D'ASCENDANCE AFRICAINE

Le 26 mars 2019, le Parlement européen a adopté à Strasbourg une résolution sur les **droits fondamentaux des personnes d'ascendance africaine en Europe**. Dans son préambule, la résolution déclare que l'Europe s'est rendue coupable de la traite des esclaves et de l'entreprise coloniale. Elle ajoute que son racisme à l'égard des Noirs persiste au quotidien, créant des inégalités et rendant la vie des Afro-Européens difficile. Dès lors, elle énonce des recommandations encourageant les Etats européens à adopter diverses mesures visant à mettre fin à l'*afrophobie* et à ses supposées conséquences. Bien entendu, le texte est éminemment raciste puisqu'il réduit l'histoire des relations entre l'Europe et l'Afrique à une somme d'injustices infligée par les Blancs aux Noirs. Il fait par exemple l'impasse sur l'esclavagisme arabe qui est antérieur à celui des Européens et qui persiste jusqu'à aujourd'hui dans certaines parties du monde arabe, sur l'esclavage entre Noirs – qui survit également ici et là –, sur l'esclavage dont les Européens, raziés sur les bords de la Méditerranée, ont été eux-mêmes victimes, etc. Quant à comprendre l'une des motivations réelles de la résolution, il faut aller jusqu'à sa recommandation 23 :

« [Le Parlement européen] invite la Commission et les États membres à garantir aux migrants, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, en tenant compte des législations et des pratiques existantes, des voies d'entrée sûres et légales dans l'Union ».

Autrement dit, nous sommes bien, encore et toujours, sur la victimisation du Noir et la diabolisation du Blanc, dans le but de faire de l'accueil et de l'installation des migrants africains en Europe un droit fondamental.

Le bon sens rappelle que si l'on est si maltraité dans un pays, mieux vaut ne pas s'y rendre. Quant à la meilleure façon de combattre l'*afrophobie*, soulignons que celle-ci se développe justement à cause de l'immigration de masse et de l'ensauvagement des sociétés d'accueil qui en résulte (agressions incessantes, violés collectifs, meurtres, etc.).

HOMMAGE

Le Canard Patriote souhaiterait rendre hommage au premier-maître Cédric DE PIERREPONT et au premier-maître Alain BERTONCELLO, morts en opération, au service de la France.